

Le 13 décembre 2012

Communiqué de presse de Jean-Pierre BLAZY

Député du Val d'Oise

Maire de Gonesse

**Rapport AUZANNET :
«Gonesse, l'Est du Val d'Oise et le Grand Roissy sacrifiés »**

Le rapport AUZANNET rendu public ce matin renvoie la réalisation du tronçon entre Le Bourget RER et Le Mesnil Amelot à 2030 voire 2040. Roissy serait alors desservi par CDG Express ou le RER B avec une qualité de service améliorée d'après le rapport. Le barreau de Gonesse entre le RER B et le RER D serait accéléré.

Malheureusement, le report de calendrier qu'avait déjà évoqué hier Jean-Pierre BLAZY est confirmé par la publication du rapport AUZANNET aujourd'hui. Cela revient à un abandon de ce tronçon.

Pour lui, « le rapport AUZANNET sacrifie un territoire, ses élus, ses habitants, ses projets. Il est ahurissant de constater que l'Est du Val d'Oise est encore une fois oublié en reproduisant les erreurs du passé. Est-il encore besoin aujourd'hui de démontrer la situation d'urgence sociale à Villiers-le-Bel, Garges, Sarcelles et plus largement sur tout l'Est du Val d'Oise et le territoire compris entre Roissy et Le Bourget ? »

Le territoire du Grand Roissy concerné par ce tronçon de la ligne rouge a la capacité de se développer, encore faut-il que les infrastructures de transport soient là. Plus de 100 000 emplois sont en projet entre Roissy et Le Bourget. Jean-Pierre BLAZY « rappelle que si le gouvernement confirme les propositions du rapport AUZANNET, des investissements importants seront purement et simplement abandonnés comme le projet Europa City qui représente à lui seul 1,7 milliards d'euros et qui permettrait de créer 11 500 emplois directs dès la mise en service de la gare du Triangle de Gonesse ».

Jean-Pierre BLAZY « en appelle solennellement au gouvernement pour que soit entendue la voix des habitants et des élus de l'Est du Val d'Oise et du Grand Roissy. Nous serons totalement mobilisés pour que notre territoire ne soit pas le grand perdant du Grand Paris. Car dans le cas contraire, il est évident que nos villes resteront au ban du Grand Paris et que notre situation économique et sociale ne fera que s'aggraver. C'est absolument inconcevable. »